

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIII LEGISLATURA —————

N. 2577

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(DINI)

di concerto con il Ministro dell'interno

(NAPOLITANO)

e col Ministro di grazia e giustizia

(FLICK)

(V. Stampato Camera n. 2784)

approvato dalla Camera dei deputati il 25 giugno 1997

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 27 giugno 1997*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa alla codifica delle dichiarazioni che figurano nei documenti di stato civile, con due annessi, fatta a Bruxelles il 6 settembre 1995

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione relativa alla codifica delle dichiarazioni che figurano nei documenti di stato civile, con due annessi, fatta a Bruxelles il 6 settembre 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 6 della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**Convention relative au codage
des énonciations figurant dans les documents d'état civil**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Désireux de faciliter la circulation internationale et la compréhension des actes de l'état civil, des extraits de ces actes et d'autres documents d'état civil.

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

1. Les énonciations figurant dans les documents d'état civil établis en application des Conventions et des Recommandations de la Commission Internationale de l'Etat Civil visées à l'annexe 1 de la présente Convention sont pourvues des codes prévus à l'annexe 2 de la présente Convention.
2. Chaque Etat contractant pourra en outre, à tout moment, indiquer les documents d'état civil nationaux dont les énonciations seront pourvues des codes prévus à l'annexe 2. Notification en sera faite au Conseil Fédéral Suisse.

Article 2

1. Tout document d'état civil établi conformément à l'article 1^{er} par un Etat contractant est accepté sans traduction par les officiers de l'état civil des autres Etats contractants.
2. Si l'intéressé le demande, la signification des codes utilisés dans ce document sera exprimée dans la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où il est utilisé. Ce document pourra aussi être décodé et établi dans la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où il est utilisé.

Article 3

1. Le décodage prévu à l'article 2, second alinéa, sera effectué soit par un officier de l'état civil soit par toute autre autorité de l'Etat contractant où le document est utilisé.
2. Lors de la ratification de la présente Convention, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant devra désigner les autorités compétentes visées à l'alinéa premier. Il devra déposer auprès du Secrétariat Général de la Commission Internationale de l'Etat civil la traduction dans sa ou ses langues officielles des termes inclus dans la liste figurant à l'annexe 2 de la présente Convention. Cette traduction devra être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.
3. Toute modification ultérieure de la désignation des autorités compétentes sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 4

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 5

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 6

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du septième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 7

1. Les annexes de la présente Convention pourront être modifiées par une résolution votée à l'unanimité par les représentants des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et des Etats non membres parties à la présente Convention.
2. Des énonciations codées pourront être ajoutées à l'annexe 2 par une résolution votée à la majorité simple par les représentants des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et des Etats non membres parties à la présente Convention.
3. Les résolutions visées au premier et au deuxième alinéas seront déposées auprès du Conseil Fédéral Suisse et prendront effet dans les rapports entre les Etats contractants à compter du premier jour du septième mois suivant ce dépôt.

Article 8

1. Tant que tous les Etats parties à l'une des Conventions visées à l'annexe 1 ne seront pas devenus parties à la présente Convention, les traductions préimprimées prévues par lesdites Conventions devront continuer à figurer sur les documents établis en application de l'article 1^{er}, premier alinéa, de la présente Convention.
2. Lorsque tous les Etats parties à l'une des Conventions visées à l'annexe 1 seront devenus parties à la présente Convention, ils ne seront plus tenus de faire figurer les traductions préimprimées dans ces documents.

Article 9

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.
2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du septième mois qui suit celui de la réception de la notification.
3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du septième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 10

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.
2. Tout Etat partie aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du septième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 11

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention :
 - a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
 - b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention ;
 - c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet ;
 - d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet ;
 - e) tout document visé à l'article 1^{er}, second alinéa ;
 - f) toute désignation des autorités compétentes visées à l'article 3 et toute modification de cette désignation ;
 - g) toute résolution prise en vertu de l'article 7, premier alinéa.
2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du premier alinéa.
3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 12

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles le 6 septembre 1995 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

- ANNEXE I -

Liste des Conventions et Recommandations

visées à l'article 1er, alinéa 1, de la Convention

Convention (n° 1) relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger (signée à Paris le 27 septembre 1956)

Convention (n° 16) relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil (signée à Vienne le 8 septembre 1976)

Recommandation (n° 5) relative à l'harmonisation des actes de l'état civil (adoptée par l'Assemblée Générale de Lisbonne le 10 septembre 1987)

Recommandation (n° 7) relative à l'harmonisation des extraits d'actes de l'état civil (adoptée par l'Assemblée Générale de Madrid le 7 septembre 1990).

- ANNEXE 2 -

Code des énonciations - Classification numérique

1- ETAT CIVIL

- 1-1 Autorité
- 1-1-1 Autorité ayant enregistré l'acte
- 1-1-2 Autorité de délivrance
- 1-1-3 Autorité requérante
- 1-1-4 Autorité requise
- 1-1-5 Autorité ayant pris la décision
- 1-1-6 Service de l'état civil de
- 1-1-7 Officier de l'état civil
- 1-1-7-1 Qualité de l'officier de l'état civil
- 1-1-7-2 Nom et prénoms de l'officier de l'état civil
- 1-1-7-3 Nom et prénoms de l'officier de l'état civil ayant enregistré l'acte
- 1-1-8 Juridiction
- 1-1-8-1 Juridiction ayant prononcé la décision
- 1-1-8-2 Juridiction civile
- 1-1-8-3 Juridiction religieuse
- 1-1-8-4 Cour d'Appel de ...
- 1-1-8-5 Tribunal de ...
- 1-1-8-6 Juridiction ayant prononcé la décision d'exequatur
- 1-1-9 Nom et prénoms du notaire
- 1-1-9-1 Adresse du notaire
- 1-1-9-2 Bureau notarial de ...
- 1-2 Registre de l'état civil
- 1-2-1 Registre des familles
- 1-2-2 Registre des naissances
- 1-2-3 Registre des mariages
- 1-2-4 Registre des décès
- 1-3 Acte de l'état civil
- 1-3-1 Copie d'acte de l'état civil
- 1-3-2 Extrait d'acte de l'état civil
- 1-3-2-1 Extrait plurilingue —
- 1-3-3 Acte de naissance —
- 1-3-3-1 Extrait d'acte de naissance
- 1-3-4 Acte de mariage
- 1-3-4-1 Extrait d'acte de mariage
- 1-3-5 Acte de décès
- 1-3-5-1 Extrait d'acte de décès
- 1-3-6 Acte de reconnaissance
- 1-4 Livret d'état civil
- 1-4-1 Livret de famille
- 1-4-2 Livret international de famille
- 1-5 Décision de rectification d'acte de l'état civil

2 - LIEUX

2-1	Indications générales
2-1-1	Etat
2-1-1-1	Etat fédéré
2-1-1-2	Etat où la décision judiciaire a été rendue
2-1-1-3	Province
2-1-1-4	Région
2-1-1-5	Canton
2-1-1-6	Département
2-1-2	Domicile
2-1-2-1	Dernier domicile du défunt
2-1-2-2	Résidence
2-1-3	Adresse
2-1-3-1	Ville
2-1-3-2	Commune
2-1-3-3	Circonscription territoriale
2-1-3-4	Arrondissement
2-1-3-5	Avenue
2-1-3-6	Rue
2-2	Lieu d'établissement de l'acte
2-2-1	Lieu d'enregistrement de l'acte
2-2-2	Lieu de délivrance de l'extrait d'acte
2-3	Lieu de transcription
2-3-1	Lieu de transcription de l'acte
2-3-2	Lieu de transcription du jugement
2-4	Lieu de naissance
2-4-1	Lieu de naissance du père
2-4-2	Lieu de naissance de la mère
2-4-3	Lieu de naissance de l'enfant
2-4-4	Lieu de naissance de l'époux
2-4-5	Lieu de naissance de l'épouse
2-4-6	Lieu de naissance du défunt
2-5	Lieu du mariage
2-6	Lieu du décès
2-6-1	Lieu du décès de l'époux
2-6-2	Lieu du décès de l'épouse
2-7	Lieu d'origine
2-7-1	Lieu d'origine du père
2-7-2	Lieu d'origine de la mère
2-7-3	Lieu d'origine de l'époux
2-7-4	Lieu d'origine de l'épouse

3- NAISSANCE ET FILIATION

- 3-1 Père
- 3-2 Mère
- 3-3 Enfant
- 3-4 Sexe
- 3-4-1 Sexe masculin
- 3-4-2 Sexe féminin
- 3-4-3 Sexe indéterminé
- 3-5 Adoption
- 3-5-1 Adoption simple
- 3-5-2 Adoption plénière
- 3-5-3 Conversion de l'adoption simple en adoption plénière
- 3-6 Autorité parentale
- 3-6-1 Décision relative à l'autorité parentale
- 3-6-2 Autorité parentale exercée conjointement par les parents
- 3-7 Déclaration judiciaire de naissance

4- MARIAGE - DISSOLUTION DU LIEN CONJUGAL

- 4-1 Situation matrimoniale
- 4-1-1 Epoux (ou Mari)
- 4-1-2 Epouse (ou Femme)
- 4-1-3 Célibataire
- 4-1-4 Divorcé
- 4-1-5 Divorcée
- 4-1-6 Veuf
- 4-1-7 Veuve
- 4-2 Mariage
- 4-2-1 Mariage civil
- 4-2-2 Validation du mariage civil
- 4-3 Mariage religieux
- 4-3-1 Validation du mariage religieux
- 4-3-2 Annulation du mariage religieux
- 4-4 Régime matrimonial
- 4-4-1 Régime légal
- 4-4-2 Contrat de mariage
- 4-4-2-1 Régime de séparation des biens
- 4-4-3 Déclaration des époux relative au régime matrimonial
- 4-4-4 Changement du régime matrimonial
- 4-4-5 Modifications du régime matrimonial
- 4-4-6 Transfert de pouvoirs entre époux
- 4-5 Réconciliation des époux
- 4-5-1 Homologation de la réconciliation des époux
- 4-6 Séparation de corps
- 4-7 Dissolution du mariage
- 4-7-1 Divorce
- 4-7-2 Dissolution du mariage après séparation de corps
- 4-7-3 Dissolution du mariage par une autorité religieuse
- 4-7-4 Dissolution du mariage par décès
- 4-7-4-1 Dissolution du mariage par décès du mari
- 4-7-4-2 Dissolution du mariage par décès de la femme
- 4-8 Inexistence du mariage
- 4-9 Annulation du mariage

5- INCAPACITES - ABSENCE - DECES

5-1	Incapacités
5-1-1	Tutelle
5-1-1-1	Tutelle du mineur
5-1-1-2	Tutelle du majeur
5-1-1-3	Nom du tuteur
5-1-1-4	Prénoms du tuteur
5-1-1-5	Modification de la tutelle
5-1-1-6	Extinction de la tutelle
5-1-2	Curatelle du majeur
5-1-2-1	Nom du curateur
5-1-2-2	Prénoms du curateur
5-1-2-3	Modification de la curatelle
5-1-2-4	Extinction de la curatelle
5-1-3	Incapacités du majeur
5-1-4	Puissance paternelle exercée sur un majeur
5-1-5	Date du début de la gestion des biens
5-1-6	Répertoire civil
5-1-7	Emancipation
5-2	Déclaration d'absence
5-3	Décès
5-3-1	Déclaration judiciaire de présomption de décès
5-3-2	Déclaration de décès

6- NATIONALITE

6-1	Nationalité des personnes
6-1-1	Nationalité du père
6-1-2	Nationalité de la mère
6-1-3	Nationalité de l'époux
6-1-4	Nationalité de l'épouse
6-2	Attribution de la nationalité
6-3	Acquisition de la nationalité
6-4	Conservation de la nationalité
6-5	Recouvrement de la nationalité
6-6	Non-acquisition de la nationalité
6-7	Perte de la nationalité
6-8	Déchéance de la nationalité
6-9	Apatride

7- NOM

7-1	Nom du père
7-1-1	Nom du père de l'époux
7-1-2	Nom du père de l'épouse
7-2	Nom de la mère
7-2-1	Nom de la mère de l'époux
7-2-2	Nom de la mère de l'épouse
7-3	Nom de l'enfant
7-4	Nom de l'adoptant
7-5	Nom du conjoint
7-5-1	Nom de l'époux
7-5-1-1	Nom de l'époux avant le mariage
7-5-1-2	Nom de l'époux après le mariage
7-5-1-3	Nom de l'époux au moment de la délivrance de l'acte
7-5-1-4	Nom de l'époux après le jugement
7-5-2	Nom de l'épouse
7-5-2-1	Nom de l'épouse avant le mariage
7-5-2-2	Nom de l'épouse après le mariage
7-5-2-3	Nom de l'épouse au moment de la délivrance de l'acte
7-5-2-4	Nom de l'épouse après le jugement
7-5-3	Nom du dernier conjoint
7-5-3-1	Nom du dernier conjoint du défunt
7-5-4	Nom avant le mariage
7-5-5	Nom après le mariage
7-6	Nom du défunt
7-6-1	Nom du père du défunt
7-6-2	Nom de la mère du défunt
7-7	Nom et nationalité
7-7-1	Nom avant l'acquisition de la nationalité
7-7-2	Nom après l'acquisition de la nationalité
7-7-3	Nom après la perte de la nationalité
7-8	Changement de nom
7-9	Autres noms
7-9-1	Nom de famille
7-9-2	Nom matrimonial

8- PRENOM

8-1	Prénoms du père
8-1-1	Prénoms du père de l'époux
8-1-2	Prénoms du père de l'épouse
8-2	Prénoms de la mère
8-2-1	Prénoms de la mère de l'époux
8-2-2	Prénoms de la mère de l'épouse
8-3	Prénoms de l'enfant
8-4	Prénoms de l'adoptant
8-5	Prénoms du conjoint
8-5-1	Prénoms de l'époux
8-5-2	Prénoms de l'épouse
8-5-3	Prénoms du dernier conjoint
8-5-3-1	Prénoms du dernier conjoint du défunt
8-6	Prénoms du défunt
8-6-1	Prénoms du père du défunt
8-6-2	Prénoms de la mère du défunt
8-7	Prénoms et nationalité
8-7-1	Prénoms avant l'acquisition de la nationalité
8-7-2	Prénoms après l'acquisition de la nationalité
8-7-3	Prénoms après la perte de la nationalité

9- IDENTIFICATION DES ACTES ET DATES

9-1	Référence
9-1-1	Référence de l'acte de naissance
9-1-1-1	Référence de l'acte de naissance du père
9-1-1-2	Référence de l'acte de naissance de la mère
9-1-1-3	Référence du registre des naissances
9-1-2	Référence de l'acte de mariage
9-1-2-1	Référence de l'acte de mariage civil
9-1-2-2	Référence de l'acte de mariage religieux
9-1-2-3	Référence de l'acte du mariage célébré à l'étranger
9-1-2-4	Référence du registre des mariages
9-1-3	Référence de l'acte de décès
9-1-3-1	Référence du registre des décès
9-2	Numéro
9-2-1	Numéro de la loi
9-2-1-1	Numéro de l'article de la loi
9-2-2	Numéro de l'acte
9-2-3	Numéro de la décision
9-2-4	Numéro de l'acte au greffe du Tribunal du lieu de naissance
9-2-5	Numéro d'identification
9-2-6	Numéro du contrat
9-2-7	Numéro du registre
9-2-7-1	Numéro du registre des familles
9-2-7-2	Numéro de la page du registre

9-3	Authentification de l'acte de l'état civil
9-3-1	Signature
9-3-2	Timbre
9-3-3	Sceau
9-4	Dates et autres indications
9-4-1	Année
9-4-2	Mois
9-4-3	Jour
9-4-4	Heure
9-4-5	Minute
9-4-6	Date de la loi
9-4-7	Date de la requête
9-4-8	Date de l'acte notarié
9-4-9	Date du contrat
9-5	Date de l'acte de l'état civil
9-5-1	Date d'enregistrement de l'acte
9-5-2	Date de délivrance de l'acte
9-5-3	Date de la déclaration
9-5-3-1	Date de la déclaration devant l'officier de l'état civil
9-5-4	Date d'enregistrement de la mention
9-5-5	Date de transcription
9-5-5-1	Date de transcription de l'acte
9-5-5-2	Date de transcription du jugement
9-6	Date de la décision judiciaire
9-6-1	Date de la décision de la juridiction civile
9-6-2	Date de la décision de la juridiction religieuse
9-6-3	Date d'irrévocabilité de la décision
9-6-4	Date de la décision d'exequatur
9-7	Date de naissance
9-7-1	Date de naissance du père
9-7-2	Date de naissance de la mère
9-7-3	Date de naissance de l'enfant
9-7-3-1	Age de l'enfant
9-7-4	Date de naissance de l'époux
9-7-5	Date de naissance de l'épouse
9-7-6	Date de naissance du défunt
9-8	Date du mariage
9-8-1	Date du contrat de mariage
9-9	Date du décès
9-9-1	Date du décès présumé
9-9-2	Date du décès de l'époux
9-9-3	Date du décès de l'épouse

Traduzione non ufficiale

CONVENZIONE RELATIVA ALLA CODIFICA DELLE DICHIARAZIONI CHE
FIGURANO NEI DOCUMENTI DI STATO CIVILE

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della
Commissione Internazionale dello Stato Civile,

Auspiciando agevolare la circolazione internazionale e la
comprensione degli atti di stato civile, dei certificati estratti
da tali atti e di altri documenti anagrafici,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni;

Articolo 1°

1. Le dichiarazioni che figurano nei documenti di stato civile compilati in conformità alla Convenzione ed alle Raccomandazioni della Commissione internazionale dello Stato civile di cui all'Annesso 1 della presente Convenzione, sono accompagnate dei codici stabiliti all'annesso 2 della presente Convenzione.

2. Ogni Stato contraente potrà inoltre indicare, in qualsiasi momento, i documenti di stato civile nazionali le cui dichiarazioni saranno accompagnate dai codici previsti all'annesso 2. Il Consiglio Federale Svizzero sarà debitamente notificato al riguardo.

Articolo 2

1. Ogni documento di stato civile redatto in conformità all'articolo 1° da uno Stato contraente deve essere accettato senza traduzione dagli ufficiali di stato civile degli altri Stati contraenti.

2. Se la persona interessata lo richiede, il significato dei codici contenuti nel documento potrà essere esplicitato nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui è utilizzato. Il documento potrà anche essere decodificato e compilato nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui è utilizzato.

Articolo 3

1. La decodificazione prevista all'articolo 2, secondo capoverso, deve essere effettuata sia da un ufficiale di stato civile, sia da ogni altra autorità dello Stato contraente in cui il documento è utilizzato.

2. Al momento della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione della presente Convenzione, o dell'adesione ad essa, ciascuno Stato contraente dovrà indicare le autorità competenti di cui al capoverso primo, e depositare, presso il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato civile, la traduzione nella sua lingua (o nelle sue lingue ufficiali) dei termini contenuti nella lista figurante all'annesso 2 della presente Convenzione. Tale traduzione dovrà esser approvata dall'Ufficio della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

3. Ogni ulteriore modifica riguardo alla designazione delle autorità competenti sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 4

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 5

Ogni Stato potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 6

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del settimo mese successivo a quello di deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Per ciascuno Stato che ratifica, accetta, approva o aderisce alla Convenzione dopo la sua entrata in vigore, la stessa avrà effetto il primo giorno del settimo mese successivo a quello del deposito da questo Stato dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 7

1. Gli annessi della presente Convenzione potranno essere modificati con una risoluzione votata all'unanimità dai rappresentanti degli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile e degli Stati non membri parti alla presente Convenzione.

2. Potranno essere aggiunte dichiarazioni in codice all'annesso 2, sulla base di una risoluzione votata a maggioranza semplice dai rappresentanti degli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile e degli Stati non membri Parti alla presente Convenzione.

3. Le risoluzioni di cui al primo ed al secondo capoverso saranno depositate presso il Consiglio Federale Svizzero ed avranno effetto nelle relazioni fra gli Stati contraenti a partire dal primo giorno del settimo mese dopo questo deposito.

Articolo 8

1. Fino a quando tutti gli Stati parti di una delle Convenzioni di cui all'annesso 1 non siano divenuti Parti alla presente Convenzione, le traduzioni prestampate stabilite da tali Convenzioni dovranno continuare a figurare sui documenti formati in applicazione dell'articolo 1°, primo capoverso, della presente Convenzione.

2. Quando tutti gli Stati Parti di una delle Convenzioni di cui all'annesso 1 saranno divenuti Parti della presente Convenzione, essi non avranno più l'obbligo di riportare la traduzione prestampata in tali documenti.

Articolo 9

1. Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione o in ogni altro successivo momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estende all'insieme dei territori di cui cura le relazioni a livello internazionale, o a uno o più di loro.

2. Questa dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato, oppure, in un secondo tempo, il primo giorno del settimo mese successivo a quello in cui la notifica è stata ricevuta.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante una notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio designato il primo giorno del settimo mese successivo a quello in cui la notifica è stata ricevuta.

Articolo 10

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Stato parte avrà tuttavia facoltà di denunciarla in qualunque momento dopo lo scadere del termine di un anno a partire dall'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e avrà effetto il primo giorno del settimo mese successivo a quello in cui la notifica è stata ricevuta. La Convenzione rimarrà in vigore tra gli altri Stati.

Articolo 11

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile e ad ogni altro Stato che ha aderito alla presente Convenzione:

- a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
- b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;
- c) ogni dichiarazione relativa all'estensione territoriale della Convenzione oppure il suo ritiro, con l'indicazione della data alla quale avrà effetto;
- d) ogni denuncia della Convenzione e la data in cui avrà effetto;
- e) ogni documento di cui all'articolo 1°, secondo capoverso;
- f) ogni designazione di autorità competenti di cui all'articolo 3 ed ogni modifica di tale designazione;
- g) ogni risoluzione adottata ai sensi dell'articolo 7, primo capoverso.

2. Il Consiglio Federale Svizzero avviserà il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile di ogni notifica effettuata in conformità del primo capoverso.

3. A decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite per registrazione e pubblicazione, secondo l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 12

Nessuna riserva é ammessa alla presente Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Bruxelles, il 6 settembre 1995 in un solo esemplare in lingua francese che sarà depositato nell' Archivio del Consiglio Federale Svizzero e di cui una copia certificata conforme sarà consegnata per le vie diplomatiche a ciascuno degli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile ed agli Stati aderenti. Una copia certificata conforme sarà inoltre inviata al Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

-Annesso I -

**Lista delle Convenzioni e Raccomandazioni
di cui all'articolo 1°, capoverso 1, della Convenzione**

Convenzione (n° 1) per il rilascio di alcuni estratti di atti dello stato civile destinati all'estero (firmata a Parigi il 27 settembre 1956)

Convenzione (n° 16) relativa al rilascio di estratti plurilingue dello stato civile (firmata a Vienna l'8 settembre 1976)

Raccomandazione (n°5) relativa all'armonizzazione degli atti dello stato civile (adottata dall'Assemblea Generale di Lisbona il 10 settembre 1987)

Raccomandazione (n°7) relativa all'armonizzazione degli estratti di atti dello stato civile (adottata dall'Assemblea Generale di Madrid il 7 settembre 1990)

-ANNESSO 2 -**Codice delle dichiarazioni - Classifica numerica****1 - Stato civile**

- 1-1 Autorità
- 1-1-1 Autorità che ha registrato l'atto
- 1-1-2 Autorità di rilascio
- 1-1-3 Autorità richiedente
- 1-1-4 Autorità richiesta
- 1-1-5 Autorità che decide
- 1-1-6 Ufficio di stato civile di....
- 1-1-7 Ufficiale di stato civile
- 1-1-7-1 Qualità dell'ufficiale di stato civile
- 1-1-7-2 Cognome e nomi dell'ufficiale di stato civile
- 1-1-7-3 Cognome e nomi dell'ufficiale di stato civile che ha registrato l'atto
- 1-1-8 Giurisdizione
- 1-1-8-1 Giurisdizione che ha pronunciato la decisione
- 1-1-8-2 Giurisdizione civile
- 1-1-8-3 Giurisdizione religiosa
- 1-1-8-4 Corte d'Appello di...
- 1-1-8-5 Tribunale di...
- 1-1-8-6 Giurisdizione che ha pronunciato la decisione di exequatur
- 1-1-9 Cognome e nome del notaio
- 1-1-9-1 Indirizzo del notaio
- 1-1-9-2 Ufficio notarile di...
- 1-2 Anagrafe
- 1-2-1 Registro anagrafico delle famiglie
- 1-2-2- Registro anagrafico delle nascite
- 1-2-3- Registro anagrafico dei matrimoni
- 1-2-4- Registro anagrafico dei decessi
- 1-3 Atto di stato civile (anagrafico)
- 1-3-1 Copia di un atto di stato civile (anagrafico)
- 1-3-2- Certificato estratto da un atto di stato civile (anagrafico)
- 1-3-2-1 Certificato plurilingue
- 1-3-3 Atto di nascita
- 1-3-3-1 Certificato estratto dall'atto di nascita
- 1-3-4 Atto di matrimonio
- 1-3-4-1- Certificato estratto dall'atto di matrimonio
- 1-3-5 Atto di decesso
- 1-3-5-1 Certificato estratto dall'atto di decesso
- 1-3-6 Atto notorio
- 1-4 Certificato di stato civile
- 1-4-1 Stato di famiglia
- 1-4-2 Stato di famiglia internazionale
- 1-5 Decisione di rettifica di un atto di stato civile (anagrafico)

2- LUOGHI

- 2-1 Indicazioni generali
- 2-1-1 Stato
- 2-1-1-1 Stato federato
- 2-1-1-2 Stato in cui la decisione giudiziaria é stata pronunciata
- 2-1-1-3 Provincia
- 2-1-1-4 Regione
- 2-1-1-5 Cantone
- 2-1-1-6 Circoscrizione amministrativa
- 2-1-2 Domicilio
- 2-1-2-1 Ultimo domicilio del defunto
- 2-1-2-2 Residenza
- 2-1-3 Indirizzo
- 2-1-3-1 Città
- 2-1-3-2 Comune
- 2-1-3-3 Circoscrizione territoriale
- 2-1-3-4 Circoscrizione amministrativa di città
- 2-1-3-5 Viale (Corso)
- 2-1-3-6 Via
- 2-2 Luogo d'istituzione dell'atto
- 2-2-1 Luogo di registrazione dell'atto
- 2-2-2 Luogo di rilascio dell'estratto dell'atto
- 2-3 Luogo di trascrizione
- 2-3-1 Luogo di trascrizione dell'atto
- 2-3-2 Luogo di trascrizione della sentenza
- 2-4 Luogo di nascita
- 2-4-1 Luogo di nascita del padre
- 2-4-2 Luogo di nascita della madre
- 2-4-3 Luogo di nascita del bambino
- 2-4-4 Luogo di nascita dello sposo
- 2-4-5 Luogo di nascita della sposa
- 2-4-6 Luogo di nascita del defunto
- 2-5 Luogo del matrimonio
- 2-6 Luogo del decesso
- 2-6-1 Luogo di decesso dello sposo
- 2-6-2 Luogo di decesso della sposa
- 2-7 Luogo d'origine
- 2-7-1 Luogo d'origine del padre
- 2-7-2 Luogo d'origine della madre
- 2-7-3 Luogo d'origine dello sposo
- 2-7-4 Luogo d'origine della sposa

3- Nascita e filiazione

- 3-1 Padre
- 3-2 Madre
- 3-3 Figlio (a)
- 3-4 Sesso
 - 3-4-1 Sesso maschile
 - 3-4-2 Sesso femminile
 - 3-4-3- Sesso indeterminato
- 3-5 Adozione
 - 3-5-1 Adozione semplice
 - 3-5-2 Adozione speciale
 - 3-5-3 Conversione dell'adozione semplice in adozione speciale
- 3-6 Patria potestà
 - 3-6-1 Decisione relativa alla patria potestà
 - 3-6-2 Patria potestà esercitata congiuntamente dai genitori
- 3-7 Dichiarazione giudiziaria di nascita.

4. Matrimonio - Scioglimento del vincolo coniugale

- 4-1 Situazione matrimoniale
 - 4-1-1 Sposo (o marito)
 - 4-1-2 Sposa (o moglie)
 - 4-1-3 Nubile
 - 4-1-4 Divorziato
 - 4-1-5 Divorziata
 - 4-1-6 Vedovo
 - 4-1-7 Vedova
- 4-2 Matrimonio
 - 4-2-1 Matrimonio civile
 - 4-2-2 Convalida del matrimonio civile
- 4-3 Matrimonio religioso
 - 4-3-1 Convalida del matrimonio religioso
 - 4-3-2 Annullamento del matrimonio religioso
- 4-4 Regime matrimoniale
 - 4-4-1 Regime legale
 - 4-4-2 Contratto di matrimonio
 - 4-4-2-1 Regime di separazione dei beni
 - 4-4-3 Dichiarazione degli sposi relativa al regime matrimoniale
 - 4-4-4 Cambiamento del regime matrimoniale
 - 4-4-5 Modifiche del regime matrimoniale
 - 4-4-6 Passaggio di poteri tra gli sposi
 - 4-5 Riconciliazione degli sposi
 - 4-5-1 Omologazione della riconciliazione degli sposi
- 4-6 Separazione
- 4-7 Scioglimento del matrimonio
 - 4-7-1 Divorzio
 - 4-7-2- Scioglimento del matrimonio dopo la separazione
 - 4-7-3 Scioglimento del matrimonio da parte di un'autorità religiosa
 - 4-7-4 Scioglimento del matrimonio per decesso
 - 4-7-4-1 Scioglimento del matrimonio per decesso del marito
 - 4-7-4-2 Scioglimento del matrimonio per decesso della moglie
- 4-8 Inesistenza del matrimonio
- 4-9 Annullamento del matrimonio

5. Incapacità - Assenza - Decesso

- 5-1 Incapacità
 - 5-1-1 Tutela
 - 5-1-1-1 Tutela del minore
 - 5-1-1-2 Tutela del maggiorenne
 - 5-1-1-3 Cognome del tutore
 - 5-1-1-4 Nomi del tutore
 - 5-1-1-5 Modifica della tutela
 - 5-1-1-6 Estinzione della tutela
 - 5-1-2 Curatela del maggiorenne
 - 5-1-2-1 Cognome del curatore
 - 5-1-2-2 Nomi del curatore
 - 5-1-2-3 Modifica della curatela
 - 5-1-2-4 Estinzione della curatela
 - 5-1-3 Incapacità del maggiorenne
 - 5-1-4 Patria potestà esercitata su un maggiorenne
 - 5-1-5 Data d'inizio della gestione dei beni
 - 5-1-6 Repertorio civile
 - 5-1-7 Emancipazione
- 5-2 Dichiarazione di assenza
- 5-3 Decesso
 - 5-3-1 Dichiarazione giudiziaria di presunzione di decesso
 - 5.3.2 Dichiarazione di decesso

6. Cittadinanza

- 6-1 Cittadinanza delle persone
 - 6-1-1 Cittadinanza del padre
 - 6-1-2 Cittadinanza della madre
 - 6-1-3 Cittadinanza dello sposo
 - 6-1-4 Cittadinanza della sposa
- 6-2 Conferimento della cittadinanza
- 6-3 Acquisizione della cittadinanza
- 6-4 Conservazione della cittadinanza
- 6-5 Ricupero della cittadinanza
- 6-6 Non-acquisizione della cittadinanza
- 6-7 Perdita di cittadinanza
- 6-8 Decadenza della nazionalità
- 6-9 Apolide

7. Cognome

- 7-1 Cognome del padre
- 7-1-1 Cognome del padre dello sposo
- 7-1-2 Cognome del padre della sposa
- 7-2 Cognome della madre
- 7-2-1 Cognome della madre dello sposo
- 7-2-2 Cognome della madre della sposa
- 7-3 Cognome del figlio (a)
- 7-4 Cognome dell'adottante
- 7-5 Cognome del consorte
- 7-5-1 Cognome dello sposo
- 7-5-1-1 Cognome dello sposo prima del matrimonio
- 7-5-1-2 Cognome dello sposo dopo il matrimonio
- 7-5-1-3 Cognome dello sposo al momento del rilascio dell'atto
- 7-5-1-4 Cognome dello sposo dopo la sentenza
- 7-5-2 Cognome della sposa
- 7-5-2-1 Cognome della sposa prima del matrimonio
- 7-5-2-2 Cognome della sposa dopo il matrimonio
- 7-5-2-3 Cognome della sposa al momento del rilascio dell'atto
- 7-5-2-4 Cognome della sposa dopo la sentenza
- 7-5-3 Nome dell'ultimo consorte
- 7-5-3-1 Cognome dell'ultimo consorte del defunto
- 7-5-4 Cognome prima del matrimonio
- 7-5-5 Cognome dopo il matrimonio
- 7-6 Cognome del defunto
- 7-6-1 Cognome del padre del defunto
- 7-6-2 Cognome della madre del defunto
- 7-7 Cognome e nazionalità
- 7-7-1 Cognome prima dell'acquisizione della cittadinanza
- 7-7-2 Cognome dopo l'acquisizione della cittadinanza
- 7-7-3 Cognome dopo la perdita della cittadinanza
- 7-8 Cambiamento di nome
- 7-9 Altri cognomi
- 7-9-1 Cognome da nubile
- 7-9-2 Cognome matrimoniale

8. Nome

- 8-1 Nomi del padre
- 8-1-1 Nomi del padre dello sposo
- 8-1-2 Nomi del padre della sposa
- 8-2 Nomi della madre
- 8-2-1 Nomi della madre dello sposo
- 8-2-2 Nomi della madre della sposa
- 8-3 Nomi del figlio (a)
- 8-4 Nomi dell'adottante
- 8-5 Nomi del consorte
- 8-5-1 Nomi dello sposo
- 8-5-2 Nomi della sposa
- 8-5-3 Nomi dell'ultimo consorte
- 8-5-3-1 Nomi dell'ultimo consorte del defunto
- 8-6 Nomi del defunto
- 8-6-1 Nomi del padre del defunto
- 8-6-2 Nomi della madre del defunto
- 8-7 Nomi e cittadinanza
- 8-7-1 Nomi prima dell'acquisizione della cittadinanza
- 8-7-2 Nomi dopo l'acquisizione della cittadinanza
- 8-7-3 Nomi dopo la perdita della cittadinanza

9. Identificazione degli atti e delle date

- 9-1 Riferimento
 - 9-1-1 Riferimento dell'atto di nascita
 - 9-1-1-1 Riferimento dell'atto di nascita del padre
 - 9-1-1-2 Riferimento dell'atto di nascita della madre
 - 9-1-1-3 Riferimento del registro anagrafico delle nascite
 - 9-1-2 Riferimento dell'atto di matrimonio
 - 9-1-2-1 Riferimento dell'atto di matrimonio civile
 - 9-1-2-2 Riferimento dell'atto di matrimonio religioso
 - 9-1-2-3 Riferimento dell'atto di matrimonio celebrato all'estero
 - 9-1-2-4 Riferimento del registro anagrafico dei matrimoni
 - 9-1-3 Riferimento dell'atto di decesso
 - 9-1-3-1 Riferimento del registro anagrafico dei decessi
- 9-2 Numero
 - 9-2-1 Numero della legge
 - 9-2-1-1 Numero dell'articolo di legge
 - 9-2-2 Numero dell'atto
 - 9-2-3 Numero della decisione
 - 9-2-4 Numero dell'atto alla Cancelleria del Tribunale del luogo di nascita
 - 9-2-5 Numero di identificazione
 - 9-2-6 Numero del contratto
 - 9-2-7 Numero del registro di anagrafe
 - 9-2-7-1 Numero del registro anagrafico delle famiglie
 - 9-2-7-2 Numero della pagina del registro di anagrafe
- 9-3 Riferimento dell'atto di nascita
 - 9-3-1 Firma
 - 9-3-2 Timbro
 - 9-3-3 Bollo
- 9-4 Date ed altre indicazioni
 - 9-4-1 Anno
 - 9-4-2 Mese
 - 9-4-3 Giorno
 - 9-4-4 Ora
 - 9-4-5 Minuto
 - 9-4-6 Data della legge
 - 9-4-7 Data della richiesta
 - 9-4-8 Data del rogito notarile
 - 9-4-9 Data del contratto
- 9-5 Data dell'atto di stato civile
 - 9-5-1 Data di registrazione dell'atto
 - 9-5-2 Data di rilascio dell'atto
 - 9-5-3 Data della dichiarazione
 - 9-5-3-1 Data della dichiarazione dinanzi all'ufficiale di stato civile
 - 9-5-4 Data di registrazione dell'annotazione
 - 9-5-5 Data di trascrizione
 - 9-5-5-1 Data di trascrizione dell'atto
 - 9-5-5-2 Data di trascrizione della sentenza
- 9-6 Data della decisione giudiziaria
 - 9-6-1 Data della decisione (giurisdizione civile)
 - 9-6-2 Data della decisione (giurisdizione religiosa)
 - 9-6-3 Data della decisione definitiva ed irrevocabile
 - 9-6-4 Data della decisione di exequatur
- 9-7 Data di nascita
 - 9-7-1 Data di nascita del padre
 - 9-7-2 Data di nascita della madre
 - 9-7-3 Data di nascita del figlio(a)

- 9-7-3-1 Età del(la) figlio(a)
- 9-7-4 Data di nascita dello sposo
- 9-7-5 Data di nascita della sposa
- 9-7-6 Data di nascita del defunto
- 9-8 Data del matrimonio
- 9-8-1 Data del contratto di matrimonio
- 9-9 Data del decesso
- 9-9-1 Data del presunto decesso
- 9-9-2 Data del decesso dello sposo
- 9-9-3 Data del decesso della sposa